

Un congrès pour une stratégie électorale renouvelée des élus communistes pour relever le défi du parti communiste

Pour les élus communistes, il est crucial que le prochain congrès du parti fasse un vrai bilan des stratégies électorales et reconstruisent une orientation nationale claire et mobilisatrice pour les aider dans les situations difficiles auxquels ils font face, bien sûr souvent dans l'opposition, mais aussi dans les communes conservées contre des alliances PS Droite comme à Vénissieux ou Gardanne, comme dans celles conservées avec le parti socialiste, toutes soumises à l'austérité et à la toute puissance des communautés et métropoles.

C'est essentiel pour travailler dans la durée aux campagnes électorales futures, au-delà de 2017, en pensant aux municipales de 2020 qui seront une épreuve de vérité pour l'ancrage local du parti communiste, et dont nous devons avoir l'ambition de regagner des dizaines de villes perdues, ce qui impliquera souvent de les gagner contre le parti socialiste.

Car les élus communistes savent à quel point les coups ont été durs contre ce qui constitue encore une des forces principales du parti, son ancrage local et ses élus qui conservent un lien populaire réel, et qui, dans des situations très diverses, tentent de faire vivre une expression communiste. Depuis les années 1990, nous avons perdu des centaines d'élus, avec une visibilité nationale toujours plus faible de nos campagnes électorales comme de l'action de nos élus. Les dernières élections départementales et régionales ont renforcées une double difficulté

- ▶ les communistes se présentaient dans chaque cas différemment, dans l'incapacité de porter un message national fort, alors même que tout indiquait que le vote serait un vote de politique nationale
- ▶ l'incroyable méli-mélo des alliances et des comportements électoralistes des autres forces dites de la gauche de la gauche, transforme la préparation d'une campagne électorale en marché aux places où les revendications mobilisatrices disparaissent dans les compromis contradictoires, et où les décisions des communistes sont bafouées par des accords de sommet.

Or, dans ce bilan difficile et qui reste à évaluer rigoureusement au plan national, il y a des signes de capacité de résistance, des victoires qui éclairent un autre possible

- ▶ le bon résultat des cantonales de 2008 avec un progrès en voix (nous ne perdons que 12 élus sur 234, dont 3 en Seine-Saint-Denis dont nous perdons la présidence) et de 2011 où nous perdons 13 élus en gagnant 14, dont 2 en Seine-Saint-Denis contre le PS. On peut constater des tendances régionales marquées par des progrès dans le centre mais des pertes dans le sud-est, une situation renforcée dans le Val de Marne un affaiblissement marqué dans l'Essonne...

- ▶ les victoires renouvelées après annulation à Vénissieux et Gardanne qui ont fait la une des médias ont démontré la capacité de résistance communiste face à des batailles conjointes FN, Droite, PS contre le communisme municipal. Pour Vénissieux, plus grande ville communiste hors région parisienne, dans le contexte de la première euro-métropole, face à la détermination de son président Collomb, dirigeant socialiste très "macroniste", de la faire tomber, cette victoire est un point d'appui pour tous les communistes. Elle a été obtenue avec un parti communiste affirmé jouant tout son rôle, ce qui se traduit par le deuxième plus grand groupe communiste de France.

Le résultat des élections départementales 2015, sont bien sûr marquées par la réforme institutionnelle. Mais elles sont surtout difficiles à analyser tellement les situations politiques étaient hétérogènes, avec des candidatures communistes avec le PS, les verts, le PG, selon des logiques locales qui interdisent toute analyse politique nationale des rapports de force. En tout cas, le solde pour l'ANECR est terrible, avec une nouvelle perte de dizaines d'élus !

La contradiction que les élus communistes vivent au quotidien et qui pèse sur les conditions des campagnes électorales est pourtant connue.

- ▶ Les élus peuvent être de puissants repères politiques, des points d'appui pour les luttes, éclaireurs des politiques publiques d'austérité et de mise en cause des services publics, éclaireurs aussi des

propositions qui démontrent qu'une autre politique est possible...

► Mais la gauche et la république enferment notre peuple dans une impasse terrible qu'il comprend et désormais refuse, et nos élus peuvent se retrouver au contraire associés dans la défiance des institutions.

En 2002, il y avait un vrai courant populaire pour refuser le FN, et tant pis s'il fallait pour cela voter Chirac, même si beaucoup de communistes tentaient de montrer que c'était une impasse. Mais en 2015, c'est la décision politicienne du PS de retirer ces listes qui a offert deux régions à droite et nous a fait perdre nos élus. Et le piège Miterrandien de "tout sauf le FN se referme sur un peuple "de gauche" qui rejette désormais massivement le parti socialiste.

Nous ne pouvons plus nous satisfaire de demi-mesures, de stratégies électoralistes fluctuant selon les décisions de nos "partenaires". Nous ne pouvons plus faire le grand écart entre la dénonciation du parti socialiste au gouvernement et des alliances locales qui ne dénonceraient pas l'austérité. Nous ne pouvons plus taire les contradictions avec des verts pro-européens et anti-service publics comme aux régionales en Languedoc Roussillon-Midi-Pyrénées. Nous ne pouvons pas taire que la victoire "communiste" de Montreuil se fait en perdant des élus communistes !

Nous avons dans toute la France constaté la dérive de candidats "socialistes" parfaitement en phase avec la politique réactionnaire du gouvernement, profondément anti-communistes, et cherchant dans le communautarisme et le populisme à utiliser la crise sociale contre nos élus. Ce sera pire en 2020, et le pourrissement de la vie politique exigera une bataille nationale forte pour défendre une conception républicaine et citoyenne de l'élection. D'autant que personne ne sait d'ici là à quel point le système pourra jouer des extrémismes et de la violence.

Nous avons tout de suite besoin de porter une politique nationale claire qui fait en permanence le lien entre mouvement populaire et élection, entre forces sociales et élus, entre résistance et proposition, dans une affirmation du rôle et des propositions du parti communiste et de ses élus, mise en oeuvre au plan local dans des alliances nécessaires, mais qui n'en sont que l'outil, et non pas l'objectif. Dans toute la diversité des situations locales, la bataille électorale communiste doit faire connaître et grandir une stratégie nationale du PCF autonome dans son rapport aux institutions.

J'avais proposé dans une [contribution au 36eme congrès](#) une analyse des rapports entre le parti communiste et ses élus, soulignant que .

« Le parti confronté à l'échec des stratégies précédentes de mutation, métamorphose, transformation doit inventer une stratégie de rupture avec le capitalisme qui interpelle les communistes sur la nature des luttes de classes aujourd'hui, l'importance de l'organisation dans le monde du travail, le rapport entre engagement déterminé dans le renforcement du parti et urgence de rassemblements toujours plus larges, capables de porter des majorités populaires. »

Elle reste d'actualité, mais suppose d'approfondir l'analyse du capitalisme mondialisé, des conditions de ruptures politiques dans la perspective d'un changement de société, le besoin d'une organisation communiste populaire ancrée dans les luttes de classe, et capable de porter le changement de société dans les institutions, dans la dialectique nécessaire du parti et du rassemblement. Ce sont d'anciennes mais très actuelles questions théoriques et stratégiques pour les communistes.

La base commune proposée par le conseil national ne propose ni bilan sérieux des stratégies électorales suivies depuis deux décennies, ni analyse de ce qu'il faut bien appeler "l'impasse de la gauche" avec un PS clairement à droite et un Front de Gauche explosé, ni stratégie électorale claire pour porter partout un point de vue communiste dans le rassemblement populaire nécessaire. Elle ne crée pas les conditions d'une stratégie électorale claire, nationale, et autonome du parti communiste dans une perspective de reconquête en 2020.

C'est pourquoi je propose particulièrement aux élus communistes de prendre connaissance du projet de base commune alternative, ["Unir les communistes, le défi renouvelé du PCF"](#). Ce projet repose

sur la demande d'un vrai bilan des stratégies suivies, propose une analyse critique de "l'impasse de la gauche", en la situant dans la longue durée de la stratégie d'union de la gauche initiée dans les années 60, et esquisse une conception ouverte du rassemblement populaire affirmant l'effort d'organisation communiste nécessaire.

C'est essentiel pour rompre définitivement avec les discours qui nous place pour les électeurs comme un parti radical bis, une annexe du parti socialiste. Et l'acceptation des primaires est de ce point de vue une faute politique majeure, qui nous enferme dans la présidentialisation, et dans le pourtant impossible soutien au PS dès le premier tour.

C'est essentiel aussi pour refuser le sectarisme gauchiste qui enfermerait les militants communistes dans l'idéalisme, dans la dénonciation populiste de toutes les institutions, sans voir par exemple que les communes ou la sécurité sociale, malgré ce qu'en font les politiques réactionnaires accumulées, restent des conquêtes populaires à réinventer, sans voir que le "communisme municipal", malgré ses limites, reste une des meilleures démonstrations concrètes qu'il est possible de faire autrement.

Mon expérience d'élus Vénissien, pendant trois mandats dans la démarche des conseils de quartiers et la relation aux habitants, puis comme adjoint depuis 2008, cherchant comment associer enjeu politique de l'énergie et gestion d'un grand réseau de chaleur, comment faire du service public de la propreté un atout pour le droit au cadre de vie des habitants les plus pauvres face aux incivilités, et depuis 2014, cherchant comment mobiliser les habitants pour le logement social dans les contradictions des tensions avec les bailleurs, et de l'insuffisance de l'offre, me confirme qu'il y a bien un chemin pour des élus utilisant leurs rôles dans les institutions au service du mouvement social.

C'est encore plus frappant dans cette communauté urbaine devenue métropole du Grand Lyon. Depuis 2008, la position du groupe communiste a évolué d'une situation d'effacement devant la domination de l'institution par le parti socialiste, à l'affirmation en 2014 d'un groupe qui ne participe pas à l'exécutif, et porte un point de vue communiste ouvrant la perspective d'un rassemblement de gauche. J'ai pu porter des positions opposées à Gérard Collomb pour le logement social, pour les droits des quartiers populaires, pour la défense de l'industrie en zone urbaine, pour le refus des politiques d'accompagnement des restructurations capitalistes avec les pôles de compétitivité, contre les réformes universitaires, jusqu'à la mise en place de la métropole dans laquelle le groupe communiste a fait vivre le refus de la mise en cause des communes... tout en jouant tout mon rôle d'élus avec les services, construisant une relation de confiance et de respect, discutant les conditions de mise en oeuvre des politiques publiques, défendant les intérêts des communes.

Mon expérience de délégué syndical CGT pendant 15 ans, dans le rapport de forces très défavorable d'un prestataire de conseil informatique, a joué un grand rôle pour m'aider à construire ce chemin entre gestion et résistance. Je crois que le choix d'élus qui ont eu précédemment des responsabilités militantes, notamment dans le monde du travail, dans l'industrie et les services privés, est essentielle.

L'espace politique est ouvert pour une autre stratégie électorale du PCF, pour des élus qui fasse le lien entre services et objectifs politiques, entre services et habitants, pour refuser autant la dilution dans les institutions que l'isolement populiste anti-institutions.

C'est avec l'ambition d'une reconquête électorale en 2020 et donc d'une bataille communiste en 2017, que les élus communistes peuvent contribuer au prochain congrès à relever le défi du PCF.

Pierre-Alain Millet

Adjoint au maire de Vénissieux, Conseiller métropolitain du Grand Lyon

Délégué syndical CGT de 1991 à 2008, Militant communiste, cellule Bourdarias aux Minguettes

Vénissieux, le 19 mars 2016

<http://lepcf.fr/Un-congres-pour-une-strategie-electorale-renouvelee>